



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 26 mars 2026

Déclaration commune du SNESUP-FSU, de la CGT FERC Sup, de SUD Éducation, l'UNEF et l'Union étudiante à la séance plénière des Assises du financement des universités

Alors que la situation financière des universités se dégrade sévèrement engendrant des politiques austéritaires dans la quasi-totalité des établissements (suppression de postes, campagnes d'emploi réduites à la portion congrue, augmentation des recours à des contrats précaires, fermetures de formation, dégradation continue des conditions de travail), les assises déroulent leur programme sans engager un travail collectif sérieux, et sans arriver à masquer l'absence d'engagement du gouvernement sur l'évolution du budget de l'ESR et la casse en cours du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Depuis 2007, le nombre d'étudiant-es accueilli-es à l'université a progressé de 25 % sans construire un établissement ni augmenter de nombre d'agent-es, car les financements accordés dans le cadre des lois de finances n'ont pas progressé en euros constants. Le budget par étudiant-e a baissé de 16 % et le taux d'encadrement moyen a baissé de 22 %. Seuls les financements compétitifs (AAP) ont vu leur part croître mais au bénéfice d'une minorité d'établissements conduisant *de facto* à une augmentation historique des inégalités de dotation entre les universités.

Dans le cadre de cette politique de différenciation, les gouvernements n'ont eu de cesse de mettre en permanence les établissements en concurrence au mépris des valeurs du service public. Jusqu'où cela ira-t-il faudra-t-il en arriver à supprimer des établissements sur certains territoires avec comme perspective l'instauration d'un marché de l'ESR ? De l'argent, il y en a pourtant, notamment dans notre périmètre : 8 Md€ de CIR et plus de 20 Md€ au profit de l'apprentissage.

Ce qui apparaît toutefois clairement est que la situation catastrophique dans laquelle se trouve l'université vient d'abord de la succession de réformes faites sans considération pour les missions essentielles du service public d'enseignement et de recherche, et qui aboutit à une structuration détruisant l'idée même d'université et ne répondant plus aux besoins essentiels en matière d'enseignement supérieur et de recherche.

Ces assises sont un écran de fumée. Le ministère a un seul objectif : imposer son projet et ses éléments de langage sur le financement des universités et balayer d'un revers de la main les mobilisations syndicales depuis deux ans sur le sujet. Nous ne sommes pas dupes. Nous savons qu'à travers ces éléments de langage de "constat partagé" ou de "réduction de la bureaucratie", il y a une baisse des moyens. Nous savons que derrière "financement des universités", vous dites financement de l'enseignement supérieur privé et augmentation des frais d'inscription.

Nous ne cautionnons ni le retrait du financement de l'État, ni la pérennisation des inégalités de dotation, ni la destruction des valeurs de l'université dans des établissements publics expérimentaux (EPE) qui réduisent la démocratie et légitiment l'enseignement privé. L'ESR n'a pas besoin d'une nouvelle loi destructrice mais d'un financement du service public à la hauteur des besoins des établissements, des étudiant-es qui sont les grands absents de ces assises et des personnels dont les représentants ne sont conviés qu'à une portion congrue des débats.

Pour ces raisons, nous préférons quitter la salle et ne pas nous joindre à ce qui nous apparaît comme un semblant de concertation. Nous appelons à une manifestation cet après-midi pour permettre aux personnels d'exprimer leurs revendications.